

Val-d'Oise

Le Parisien / Mardi 12 novembre 2013

II

Plusieurs milliers de professionnels et d'amateurs d'équitation
ont défilé hier à Paris contre la hausse de la TVA dans leur secteur.

Plus ferrés que syndiqués. Kenzo, Kenya, Nevada, Pékin et plusieurs centaines de leurs congénères, chevaux et poneys, ont battu le pavé hier entre la place de la Bastille et la place de la République à Paris, dans une ambiance bon enfant mais vindicative.

Très remontés, des salariés du secteur hippique, des propriétaires de chevaux ou de centres équestres et de simples pratiquants de l'équitation manifestaient contre le projet de passage de la TVA dans leur secteur de 7 à 20 %, annoncé le 28 octobre. Ils étaient 1 750 humains selon la police et 4 000 selon les organisateurs.

Juchée sur Peopple et coiffée de sa bombe, Elodie, monitrice animatrice au centre équestre du Lormoy à Longpont-sur-Orge (Essonne) estime, comme l'ensemble des manifestants, que cette mesure signifierait la mort du cheval et du poney en France. « J'imagine que le but est de renflouer les caisses de l'Etat. Mais en vidant les nôtres. On n'aura plus les moyens de nourrir les chevaux. Ce sera la mort de mon métier. »

En tête de cortège, parmi les poneys un brin nerveux dans l'agitation de la rue, Hugues de la Perrière partage cette colère. Maire adjoint de Châtres (Seine-et-Marne) — 560 habitants, deux centres équestres et deux haras qui emploient une dizaine de personnes —, il est venu protester contre ce « surcoût imposé » au monde du cheval. « 13 points de TVA

en plus, cela veut dire que de nombreux centres ne pourront plus suivre et devront fermer. Les salariés seront mis au chômage ».

“Les propriétaires de chevaux n'auront pas d'autre choix que de les emmener aux abattoirs”

Aurélie, du centre équestre des Bréviaires (Yvelines)

Le danger de mort de la filière est réel, selon Serge Lecomte, le président de la Fédération française d'équitation, présent en tête de cortège, qui dénonce de plus une mesure injuste : « L'équitation est déjà le seul sport fiscalisé, puisque c'est le seul qui s'est organisé en entreprise. Les autres sont largement financés par les collectivités. »

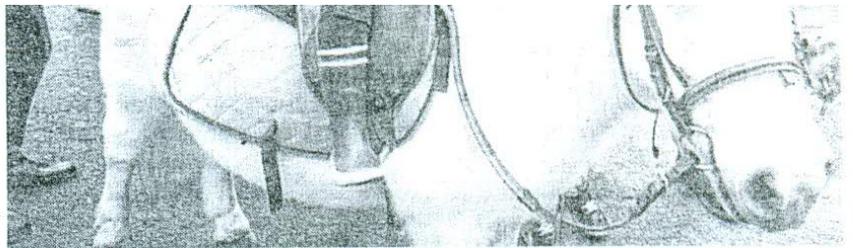
Parmi ces entreprises, les plus petites seraient les plus en danger, se-

lon Aurélie, employée du centre équestre des Bréviaires (Yvelines). « Si la loi passe, mon écurie, avec cinq chevaux et deux employés, n'aura plus que trois mois à vivre. »

Et les chevaux, encore moins. La hausse de la TVA pousserait 80 000 animaux vers les abattoirs, estiment les professionnels du secteur. « Les chevaux, cela ne se revend pas facilement, explique Aurélie. Si les centres ferment, leurs propriétaires n'auront pas d'autre choix que de les emmener aux abattoirs, qui les acceptent du jour au lendemain contre environ 400 €. » Au dos de son t-shirt, Aurélie porte un slogan en référence à l'entreprise agroalimentaire accusée en janvier 2013 d'avoir frauduleusement remplacé de la viande de bœuf par de la viande de cheval : « TVA à 20 %, c'est Spanghero qui va être content ».

PAUL BLONDÉ





Paris (III^e), place de la République, hier. Fabienne Navello et ses enfants pratiquent tous l'équitation. Ils ont manifesté accompagnés de poneys. (LP/Olivier Arandel.)

« Ce n'est pas un sport de riches »

TÉMOIGNAGE Fabienne Navello, 39 ans, de Montigny-lès-Cormeilles, était dans les rues de Paris hier

« Hollande, t'es foutu, les poneys sont dans la rue. Cavaliers en colère, on va pas se laisser faire. » Elena et sa cousine Isa, 8 ans, connaissent par cœur les slogans de la première manifestation de leur vie. La première aussi pour Fabienne Navello, mère d'Elena, venue de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise) avec ses deux autres enfants, Laura, 12 ans, et Alex, 4 ans. Tous font du cheval ou du poney.

Fabienne, pratiquante depuis l'aube des années 1980, a vu de près l'évolution du milieu : « A l'époque, c'était le tout début de la démocratisation de ce sport. Les pratiquants étaient encore en grande partie des privilégiés. Aujourd'hui, tout le monde en fait. Quand on entend que c'est un sport de riches, c'est faux. Si, aujourd'hui la TVA est augmentée, le phénomène de démocratisation sera inversé. Aujourd'hui déjà, pour nous, faire du cheval, c'est un vrai budget. On part peut-être moins en vacances, on n'a qu'une seule voitu-

re, on se débrouille, on fait attention à ne pas dépenser à tort et à travers, pour pouvoir vivre notre passion. Si la TVA est multipliée par trois, ce sera beaucoup plus difficile. De nombreux centres ne pourront plus survivre, ou proposeront moins d'animations, de randonnées, de compétitions. La filière dans son ensemble sera remise en cause. »

Au total, des représentants d'une trentaine de clubs d'équitation du Val-d'Oise étaient présents, hier après-midi, à la manifestation parisienne. Le département en compte 92 pour environ 25 000 cavaliers. « Nous étions bien représentés », estimait dans la soirée le président de la fédération départementale d'équitation, Christian Libes.

P.B. AVEC D.P.

www.leparisien.fr

> VIDÉO

Au cœur de la manifestation